

RENDU EXECUTOIRE LE

**- 7 JUIN 2023**



DEPARTEMENT DE LA VIENNE

**ARRETE N° 2023-A-DGAFMN-014**

en date du

**06 JUIN 2023**

portant déport

de Monsieur Benoît COQUELET

Vice-Président du Conseil Départemental

Envoyé en préfecture le 06/06/2023

Reçu en préfecture le 06/06/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230606-23\_DBF\_014-AR

**S'LO**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2131-11,

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 2,

VU le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 6,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2022-A-DGAFMN-026 en date du 29 juin 2022 portant déport de Monsieur Benoît COQUELET, Vice-Président du Conseil Départemental,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :**

Monsieur Benoît COQUELET, en sa qualité de Vice-Président du Conseil Départemental, n'exerce aucune compétence et ne pourra prendre part à aucun débat, aucune décision ou aucune délibération, qu'il s'agisse de sa préparation, de son instruction par les agents départementaux, de sa présentation ou de son vote, concernant toute affaire relative à :

- l'association Agence de Créativité et d'Attractivité du Poitou (ACAP),
- l'association de Préfiguration de la Technopole du Val de Vienne,
- l'association du Plan Local d'Insertion et l'Emploi (PLIE) de Grand Poitiers,
- l'association Insertion Poitou-Charentes Active (IPCA),
- l'association Technopole Grand Poitiers,
- la Régie Vienne Numérique,
- la société IE Consult.

## **ARTICLE 2 :**

Lorsqu'une décision concernant l'un des organismes mentionnés à l'article 1 est soumise au vote du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente, Monsieur Benoît COQUELET s'abstient d'exercer ses compétences ; il ne peut donner aucune instruction aux autres membres du Conseil Départemental.

## **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

Il abroge l'arrêté n° 2022-A-DGAFMN-026 du 29 juin 2022 portant déport de Monsieur Benoît COQUELET, Vice-Président du Conseil Départemental en charge de l'Insertion, de l'Emploi et des Pôles Economiques.

## **ARTICLE 4 :**

Le Président du Conseil Départemental et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département [laviennne86.fr](http://laviennne86.fr), transmis au Représentant de l'Etat dans le Département, notifié à l'intéressé et à la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique.

## **ARTICLE 5 :**

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens» sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à Poitiers, le **06 JUIN 2023**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON